

Sept mairies cambriolées en quelques jours

Les faits ont eu lieu entre le 20 et le 24 août. Rien, ou presque, n'a été dérobé. Une enquête est en cours

Elsa Lussin
gironde@sudouest.fr

« **O**n ne comprend pas pourquoi ils ont fait ça. » Ce sont les mots de l'ensemble des maires victimes d'une série de cambriolages entre le 20 et le 24 août. Saint-Exupéry dans la nuit du 20 au 21, puis Cérons, Barsac, Saint-Pierre-d'Aurillac, Saint-Martin-de-Sescas, Casseuil et Gironde-sur-Dropt dans le week-end. Et en dehors la première commune, le mode opératoire semble se répéter : une fenêtre ou une porte fracturée, les placards et les armoires fouillés, des documents éparpillés sur le sol...

« Passé le choc de la nouvelle, nous sommes allés voir ce qui avait disparu : rien », raconte le maire de Barsac Dominique Cavaillols. Seuls les bons d'achat d'une association hébergée dans la mairie de Gironde-sur-Dropt, des dégrada-

tions matérielles et des documents déchirés sont à déplorer. Mais c'est surtout l'incompréhension qui règne dans les communes. « Il n'y a rien à voler dans une mairie : tout est numérique, il n'y a plus rien de numéraire », soulève Stéphane Denoyelle, maire de Saint-Pierre-d'Aurillac.

Un ou des suspects ?

L'alarme s'est déclenchée à 3 h 45 dans la nuit du samedi au dimanche à Saint-Martin-de-Sescas, puis à 4 heures à Saint-Pierre-d'Aurillac. Alors, au-delà des motivations, une autre question reste en suspens : ces cambriolages pourraient-ils être liés ? Les caméras de vidéosurveillance présentes dans certains bâtiments n'ont montré qu'une personne. « Il pourrait s'agir d'une même personne qui aurait suivi la départementale D 113 », imaginent plusieurs élus.

Seul le maire de Saint-Exupéry, Thierry Gourgues, parle d'un cam-



La gendarmerie s'est rendue dans tous les lieux d'effraction pour effectuer un relevé d'empreintes. ILLUSTRATION P. BATS / SO

briolage d'opportunité sans rapport avec les autres. « Ils ont volé de l'argent en espèces, des victuailles et des documents administratifs retrouvés sur le bord d'une route voisine. »

La gendarmerie a ouvert une enquête après avoir relevé les empreintes sur place. En attendant, les mairies font le ménage, appellent les assurances et reprennent leur activité avec fatalisme. « C'est le fléau des petites communes, mais si on a peur, on ne fait plus rien », a conclu Matthias Robine, le maire de Saint-Martin-de-Sescas.